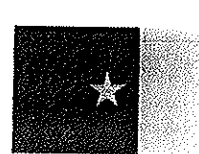
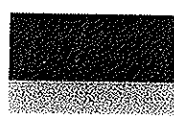


Projet N. 42835

«Evaluation des partenariats d'aide au développement»

Phase 2

Août 2006 - décembre 2010



Evaluation des Partenariats d'aide

Pays: **Cameroun**

Effet liés à l'UNDAF D'ici 2012, les institutions et structures spécifiques de la société civile sont capables d'intégrer dans leurs actions les préoccupations relatives aux droits humains, aux questions d'équité et de genre et oeuvrent effectivement pour l'amélioration de la gouvernance. (OMD n. 1, 3, 7 et 8 et Indicateurs de la Déclaration de Paris n. 1 et 12).

Effet escompté: Améliorer la gouvernance pour promouvoir les DHD et atteindre les OMD

Produit du projet: Audits de performance réalisés, rapport du comité paritaire validé et système national de gestion de l'information sur l'aide au développement mis en place.

Partenaire chargé de la mise en oeuvre: MINEPAT

Autres partenaires : Banque Mondiale
Gouvernement d'Allemagne
Gouvernement du Canada
Gouvernement de France

<p>Période du programme: août 2006 - décembre 2010</p> <p>Composante: Diagnostic, plan d'action et base de données</p> <p>Titre: Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun - Phase 2 -</p> <p>Numéro : 00042835</p> <p>Durée du projet: 4 ans</p> <p>Modalité de gestion: NEX</p>	<p>Budget total: 710 906 USD</p> <p>Ressources allouées:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernement 385 688 USD • PNUD : 75 000 USD • Autre partenaires : <ul style="list-style-type: none"> ○ Banque Mondiale 27 634 USD ○ GVT Allemagne : 18 173 USD <li style="padding-left: 20px;">(GTZ) 181 388 USD ○ GVT Canada : 4 849 USD ○ GVT France 18 173 USD
--	---

Approuvé par (Gouvernement):
MINEPAT

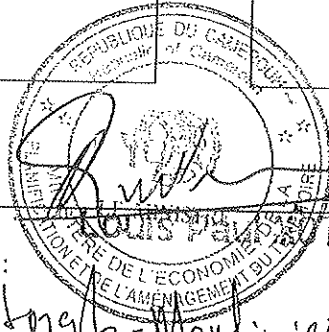
Approuvé par (Partenaires financiers):
PNUD

Banque Mondiale

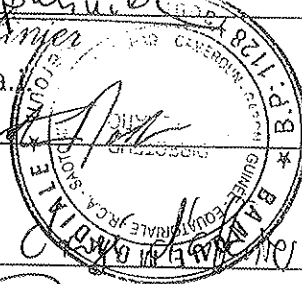
Gouvernement d'Allemagne

Gouvernement du Canada

Gouvernement de France



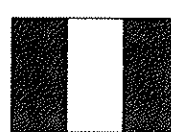
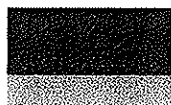
Odile Sorgho-Moutoumer 08 SEPT 2008
Représentant Résident a.



Haut Commis

HAUT-COMMISSAIRE Jean-Pierre LAVOIE

Georges SERRE
Ambassadeur de France
Au Cameroun



Introduction

Le projet d'*Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun* a été conçu dans un contexte, d'une part, national d'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE et d'exécution du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP I) et, d'autre part, dans un contexte international d'engagement aux principes de la Déclaration de Paris (DP) visant l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement.

Dans ce cadre, un partenariat solide entre le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) basé sur un dialogue renouvelé, a été considéré crucial pour contribuer au développement à long terme du Pays à travers un appui efficient des PTF à ses objectifs nationaux/prioritaires. Ainsi, le Gouvernement a sollicité, en 2006, l'expertise d'un cabinet international afin de dresser une analyse du partenariat et de jeter les bases d'une nouvelle plateforme de dialogue. Les conclusions de l'analyse du partenariat ont mis en exergue, entre autres, la nécessité, pour le Gouvernement, de renforcer ses mécanismes de coordination de l'aide, et pour les PTF, de s'aligner davantage aux priorités et aux politiques nationales.

Une réunion de pilotage du projet s'est tenue en janvier 2008 (cf. compte rendu en annexe) et a débouché sur la définition des actions prioritaires dans la perspective de la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation sur le partenariat. De ce fait, des nouvelles activités ont été retenues, justifiant l'extension du projet à une seconde phase. Ainsi, il a paru utile d'articuler le projet comme suit:

- La première phase, d'évaluation (février 2006 – décembre 2007), a consisté en l'analyse du partenariat visant l'élaboration d'un nouveau cadre de dialogue. Les résultats principaux de cette phase ont été: le rapport d'évaluation du partenariat par le bureau d'étude *Overseas Development Institute* (ODI), les travaux et le rapport conjoints menés par le Comité Paritaire, ainsi que l'appui fourni aux organisations de la Société Civile dans la réflexion autour de l'efficacité de l'aide et le rôle qu'elles y occupent.
- La deuxième phase, d'opérationnalisation, sera consacrée au renforcement des capacités nationales dans la gestion et la coordination de l'aide au développement.

Les changements majeurs de la deuxième phase du projet concernent:

1. L'extension de la période du projet du premier août 2006 au 31 décembre 2010;
2. L'intégration d'activités de mise en œuvre des recommandations issues des travaux d'analyse du partenariat, notamment:
 - L'appui au processus de validation du rapport du Comité Paritaire et d'opérationnalisation de ses recommandations;
 - Des audits des performances des comités ;
 - La mise en place d'un SGIA sur les flux d'aide au développement ;
3. L'élargissement du financement des activités à de nouveaux partenaires;
4. L'augmentation du budget du projet;

Historique et justification

Trois ans après la signature de la Déclaration de Paris (DP) et au lendemain de l'atteinte du Point d'achèvement, le gouvernement du Cameroun et les partenaires techniques financiers (PTF) ont pris conscience de la nécessité de poursuivre le renouvellement du partenariat PTF – Gouvernement pour mieux l'adapter aux évolutions du contexte.

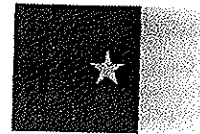
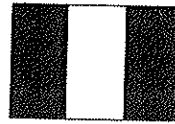
En ligne avec les recommandations issues des analyses sur le partenariat, il a été souligné l'importance de doter le gouvernement des outils techniques essentiels, d'une part au renforcement du cadre de concertation avec les PTF et, d'autre part, à l'amélioration de la gestion de l'Aide Publique au Développement (APD) par la mise en place d'un dispositif national de coordination. A terme, ces mécanismes de coordination permettront de renforcer les capacités nationales pour l'élaboration d'une politique nationale de l'aide au développement à laquelle les PTF pourront s'aligner.

Durée

Du 1 août 2006 au 31 décembre 2010.

Objectifs du projet

L'objectif général du projet est de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de l'aide ainsi que du dialogue entre Gouvernement et PTF, tel que issu de l'analyse de l'évaluation du partenariat, par le renforcement des capacités nationales en matière de gestion de l'aide au développement.



Stratégie de la phase 2 du projet

Sur la base des recommandations dégagées par l'analyse sur le partenariat menée entre 2006 et 2007, ainsi que dans le cadre des principes de la DP, la stratégie du projet se compose des éléments principaux suivants:

1. Adopter une approche axée sur les résultats par des évaluations de performance des instances en charge des questions de partenariats;
2. Renforcer les mécanismes de coordination entre le gouvernement et les PTF par la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations du partenariat d'aide;
3. Doter le gouvernement d'un Système de Gestion de l'Information sur les flux d'Aide (SGIA), permettant de renforcer sa capacité de gestion de l'aide en termes de : transparence, traçabilité, prévisibilité, en vue d'une meilleure allocation des ressources.

Résultats attendus

D'ici 2010, le contexte politique et institutionnel au Cameroun sera plus favorable à la coordination de l'aide. Les institutions seront en mesure de tracer, gérer et reporter l'information sur les flux d'aide au développement, améliorant la capacité du gouvernement en matière de gestion de l'aide des PTF. Les conditions indispensables à l'élaboration d'une politique nationale de coordination de l'aide au développement, seront ainsi réunies.

Activités

Sur la base des conclusions de la réunion de pilotage de Janvier 2008 (Cf. compte rendu en annexe) et en ligne avec le contenu du projet tel que fixé dans le document initial de 2006, les activités à mener portent sur les points suivants:

1. Appui au processus de finalisation du rapport du Comité Paritaire :
 - Atelier de discussion et de validation du rapport;
 - Elaboration d'un plan de mise en œuvre des recommandations;
2. Réalisation d'audit de performances des instances en charge des questions de partenariats ;
3. Mise en place d'une base de données des flux d'aide au développement:
 - Mise en place d'une cellule de coordination;
 - Mise en place du SGIA;
 - Renforcement des capacités nationales de coordination de l'aide;
 - Evaluations (à mi parcours et finale).

Chaque activité fera l'objet d'un "plan d'opérationnalisation annuel" faisant partie intégrante du présent document.



Budget triennal

Activités	Budget	
Taux d'échange de mai 2008: 421,124		
2008		
1) Comité Paritaire: Soutien à la finalisation du travail du Comité Audit de performance des comités	22 910 USD	9 647 951 XAF
2) Mise en place d'un SGIA: Prospection/évaluation des besoins Prospection/évaluation des besoins	150 453 USD	63 359 369 XAF
3) Mise en place d'un SGIA: Achat et mise en œuvre du système Achat et mise en œuvre du système Fonctionnement et mise à jour du système	255 144 USD	107 447 262 XAF
4) Mise en place d'un SGIA: Renforcement des capacités en coordination de Renforcement des capacités en coordination de l'aide	63 400 USD	26 699 262 XAF
Total 2008	491 907 USD	207 153 843 XAF
2009		
3) Mise en place d'un SGIA: Fonctionnement de la cellule de coordination de Fonctionnement et mise à jour du système	29 960 USD	12 616 875 XAF
4) Mise en place d'un SGIA: Renforcement des capacités/évaluation Renforcement des capacités en coordination de l'aide Evaluation à mi parcours	119 670 USD	50 395 909 XAF
Total 2009	149 630 USD	63 012 784 XAF
2010		
3) Mise en place d'un SGIA: Fonctionnement de la cellule de coordination de Fonctionnement et mise à jour du système	23 540 USD	9 913 259 XAF
4) Mise en place d'un SGIA: Renforcement des capacités/évaluation Renforcement des capacités en coordination de l'aide Evaluation finale	44 940 USD	18 925 313 XAF
Total 2010	68 480 USD	28 838 572 XAF
TOTAL PROJET 2008 - 2010	710 017 USD	299 005 199 XAF
Fonds mobilisés par année		
2008	272 007 USD	114 548 676 XAF
2009	149 630 USD	63 012 784 XAF
2010	68 480 USD	28 838 572 XAF
TOTAL mobilisés pour 2008-2010	490 117 USD	206 400 032 XAF
Engagement des partenaires		
Gouvernement		
50% des fonds à mobiliser pour la période 2008 - 2010	245 059 USD	103 200 016 XAF
PTF		
50% des fonds à mobiliser pour la période 2008 - 2010	245 059 USD	103 200 016 XAF

Gestion financière

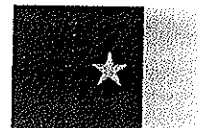
Les Fonds¹ seront déposés au PNUD et les dépenses seront exécutées sur la base des demandes du MINEPAT, et en conformité avec le plan de travail ainsi que les procédures de gestion NEX.

Le budget détaillé par année est en annexe du présent document (Cf. page 13). Les contributions financières des PTF seront gérées au travers d'un fonds commun, ne permettant pas la traçabilité individuelle de chaque bailleur, en ligne avec les principes de la Déclaration de Paris.

Partenaires financiers:

Gouvernement (MINEPAT), Banque Mondiale, Coopération allemande, Coopération canadienne, Coopération française, et PNUD.

¹ Cf. le budget prévisionnel par année en annexe.



Gestion du projet

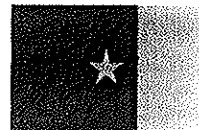
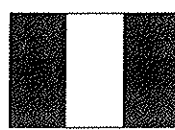
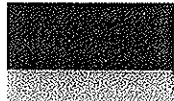
Le projet sera exécuté par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), avec l'appui du PNUD pour les aspects administratifs/opérationnels, sur la base des procédures des projets NEX. Un manuel des procédures sera mis à disposition des partenaires. En ce qui concerne les audits: ils seront effectués selon les règles et les procédures du PNUD. Une première évaluation des activités est prévue pour la fin de la première année d'activités (2009) et une évaluation globale du projet à la fin du projet 2010. Un rapport final du projet sera élaboré conjointement par le MINEPAT et le PNUD, et il sera partagé avec les autres partenaires.

Cadre de résultats du projet

Résultats attendus	Indicateur ²	Activités	Indicateur	Date activité ³	Date évaluation
Le contexte politique et institutionnel est plus favorable à la coordination de l'aide.	Recommandations du comité paritaire qui ont été validées sont mises en œuvre. B= 1/2008 recommandations formulées C= 12/2008 recommandations validées et activités mises en œuvre	Atelier de validation du rapport; Audit de performances des comités triparties	Compte rendu (CR) de l'atelier et plan de mise en œuvre des recommandations disponibles Rapport d'audit disponible	T3 2008 Fin T4	Fin T4 2008 Fin T4 2008
	Le gouvernement co-finance le projet Le MINEPAT fournit les documents clés du SGIA (identification des attentes, TDR pour choisir l'opérateur) B= 1/2008 aucun document disponible C= 12/2008 documents disponibles	Identification des besoins en matière de SGIA,	Le CR de la réunion est disponible	T1 2008	Fin T4 2008
		Elaboration des TDR pour la sélection de l'opérateur pour la mise en place du SGIA	Le document de projet et le draft de TDR sont élaborés	T2 2008	Fin T4 2008
		Présentation des systèmes de gestion de l'information par les opérateurs	La mission de présentation est effectuée	Fin T2 2008	Fin T4 2008
		Choix de l'opérateur, contractualisation pour l'achat d'un SGIA	Signature du contrat entre l'opérateur et le MINEPAT	T3 2008	Fin T4 2008
	Les institutions ont la capacité de tracer, gérer, et reporter l'information sur l'aide extérieure	Rapport sur l'aide extérieure élaboré et diffusé annuellement dès 2009 B= 1/2008 aucun rapport disponible C= 12/2010 deux rapports annuels disponibles	Evaluation des besoins; Planification des phases de mise en œuvre	Rapport d'évaluation et calendrier de mise en œuvre validés; Prototypage du SGIA disponible	Fin T2 2008
Mise en place de l'équipe et d'un coordinateur;			Organigramme de l'équipe disponible et gestionnaire recruté	T4 2008	Fin T4 2009 et fin projet
Mise à jour annuelle des données par l'équipe de coordination			Rapports sur l'assistance des PTF disponibles	T4 2009	Fin T4 2009
Formations à l'utilisation du SGIA			Rapport des formations	T2 2009	Fin T4 2009
La capacité du gouvernement à coordonner l'aide des PTF est améliorée.	Réunions bi annuelles entre l'équipe de gestion du SGIA et le CMB B= 1/2008 aucune réunion est tenue C= 12/2008 1 ^{er} réunion est tenue	Formations à l'utilisation stratégique des données du SGIA (vers l'alignement de l'aide extérieure au DSRP et aux secteurs prioritaires)	Rapport des formations	T2 2010	Fin T4 2010

² B=baseline C=Cible

³ T=Trimestre



Perspectives

Au cours de l'année 2010 une troisième phase du projet, si l'intérêt du gouvernement et les financements étaient préalablement confirmés, pourrait être envisagée. L'objectif de cette phase serait de renforcer les capacités des cadres du gouvernement à l'utilisation stratégique des données, afin de mieux gérer l'aide au développement et de mieux coordonner l'assistance fournie par les PTF.

Autres

Afin d'assurer une visibilité de la contribution de ce projet aux résultats du CPAP notamment en matière de d'efficacité et transparence dans la gestion publique, un suivi des indicateurs suivants est recommandé:

- Le gouvernement assure la prise en charge de coûts liés à la gestion, à la mise à jour et au fonctionnement du SGIA et de son équipe après la fin de ce projet ;
- Le gouvernement publiera un rapport sur l'aide au développement au Cameroun en 2011, sans le support des PTF.

Rapports techniques et financiers

Afin de garantir une meilleure efficacité de gestion et augmenter l'harmonisation inter PTF, un seul format de rapport sera fourni aux partenaires.

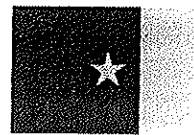
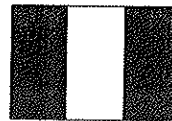
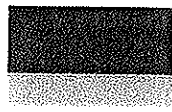
Contexte juridique

Le présent document constitue l'instrument visé à l'article 1 de l'accord type d'assistance de base conclu entre le gouvernement du Cameroun et le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Des modifications ne peuvent être apportées à ce document qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD après une expression formelle de non objection des autres signataires.

La nature des modifications pourrait être la suivante:

- Des révisions ou des compléments d'informations apportés aux annexes du présent document ;
- Des révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs établis, ni sur les résultats et les activités, mais qui tiennent à l'évolution de la combinaison des apports déjà convenus ou aux augmentations de coûts dues à l'inflation etc.;
- Des révisions statutaires dont les objectifs sont de refléter les dépenses effectives d'une année à l'autre ou le changement des coûts des services et du matériel dû à l'inflation.



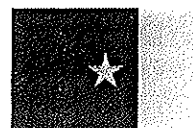
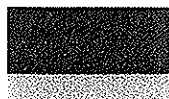
Annexes :

Annexe 1 : Document de projet « *Evaluation des partenariats au Cameroun* » Phase I, février – juillet 2006 ;

Annexe 2 : Etat des dépenses de la Phase I, Années 2006 - 2007 ;

Annexe 3 : Budget des activités prévues dans le cadre de la phase II, période 2008 – 2010 ;

Annexe 4 : Compte rendu de la réunion de pilotage du projet, 8 janvier 2008.



Annexe 1

Projet N. 42835

«Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun» Phase 1

Février 2006 – Juillet 2006

A handwritten signature in the bottom left corner of the page.



Gouvernement du Cameroun

Programme des Nations Unies pour le développement

Titre du programme ou projet : Evaluation des Partenariats d'Aide au Cameroun

Description sommaire

En préparation au point d'achèvement HIPC et le développement à long terme du Cameroun, un partenariat solide est critique pour que la coopération internationale apporte un appui effectif aux objectifs nationaux pour le développement du pays. Par conséquent le Gouvernement du Cameroun et les bailleurs de fonds souhaitent créer une nouvelle plateforme de dialogue, basée sur la confiance avec responsabilités mutuelles clairement indiquées, basées sur la Déclaration de Paris et convenable pour la période après le point d'achèvement HIPC. Les résultats attendus de ce projet comprennent une analyse du partenariat entre le Gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement qui constituera la base pour un dialogue. Suite à ce dialogue, un plan d'actions concrètes, réalisables, et ciblées sera approuvé dans le but de rendre plus effective et efficace les relations entre les bailleurs de fonds et le gouvernement.

Historique et Justification

Le gouvernement du Cameroun met en œuvre depuis 2003 sa stratégie de réduction de la pauvreté axée sur la croissance et dont l'objectif consiste à améliorer de manière durable et substantielle, les conditions de vie des populations. Le cadre institutionnel de pilotage de la stratégie comprend notamment : (i) un comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du DSRP, et (ii) un Comité technique de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du DSRP.

Les sept axes stratégiques du DSRP sont :

- La promotion d'un cadre macro-économique stable
- Le renforcement de la croissance par la diversification de l'économie
- La dynamisation du secteur privé comme moteur de la croissance et partenaire dans l'offre des services sociaux
- Le développement des infrastructures de base, des ressources naturelles et la protection de l'environnement
- L'accélération de l'intégration régionale dans le cadre de la CEMAC
- Le renforcement des ressources humaines, du secteur social et l'insertion des groupes défavorisés dans le circuit économique
- L'amélioration du cadre institutionnel, de la gestion administrative et de la gouvernance

Le DSRP s'est exécuté parallèlement au Troisième Crédit d'Ajustement Structurel (CASIII) qui s'est conclu de manière satisfaisante. La Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) du FMI s'est déroulée avec plus de difficultés ayant comme conséquence la non atteinte du point d'achèvement en 2004. Suite à une exécution satisfaisante du programme de référence en 2005, un nouvel accord triennal FRPC était accordé 10/05. Il est prévu que le Cameroun pourrait atteindre le point d'achèvement HIPC dans le premier semestre 2006.

Dans le souci d'améliorer le dialogue entre le Cameroun et les partenaires au développement, notamment dans la perspective de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, le gouvernement camerounais a sollicité l'expertise d'un cadre international indépendant pour conduire une mission exploratoire du 13 au 15 décembre 2005. Cette mission avait comme objectif d'écouter les attentes du Gouvernement et des partenaires au développement et le cas échéant de préparer des termes de référence pour une évaluation indépendante.

En préparation au point d'achèvement HIPC et le développement à long terme du Cameroun, un partenariat solide est critique pour que la coopération internationale apporte un appui effectif aux objectifs nationaux pour le développement du pays. Par conséquent le Gouvernement du Cameroun et les bailleurs de fonds souhaitent créer une nouvelle plateforme de dialogue, basée sur la confiance avec des responsabilités

mutuelles clairement indiquées, basées sur la Déclaration de Paris et convenable pour la période après le point d'achèvement HIPC.

Stratégie du Projet

La stratégie du projet est d'entreprendre une mission indépendante pour évaluer le partenariat entre le Gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement dans le souci de revisiter les mécanismes actuels de coordination, d'identifier les obstacles à une meilleure coordination et partenariat à long terme et d'ouvrir un dialogue fructueux sur les questions d'harmonisation et alignement. Le recrutement d'experts réputés et indépendants est important pour assurer que les partenaires (gouvernement et bailleurs de fonds) sont prêts à se soumettre au même degré d'examen et de s'engager à mettre en œuvre les recommandations.

Résultats Attendus

Les résultats attendus de ce projet comprennent une analyse du partenariat entre le Gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement qui constituera la base pour un dialogue. Suite à ce dialogue, un plan d'actions concrètes, réalisables, et ciblées sera approuvé dans le but de rendre plus effective et efficace les relations entre les bailleurs de fonds et le gouvernement. Cet exercice sera conduit dans la perspective de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris de mars 2005.

Activités Proposées

Phase 1 – Analyse et recommandations :

- Préparation des termes de référence pour l'évaluation
- Une première mission d'évaluation d'une durée de deux semaines pour faire l'analyse de la situation (février/mars 2006)
- Une deuxième mission pour faciliter le dialogue sur les conclusions de la mission d'évaluation (mars/avril 2006)
- Une réunion de travail pour décider sur les principes directeurs et les mécanismes pour un partenariat plus solide et établir le plan d'actions

Phase 2 (qui pourrait faire l'objet d'un nouveau document de projet)

- Un calendrier précis ainsi que des indicateurs de suivi du plan d'actions, et les responsabilités de leur mise en œuvre
- Développement et facilitation de positions communes sur d'éventuels nouveaux instruments de partenariat (tels un accord de partenariat, une stratégie d'aide conjointe etc., selon le cas)
- Appui à la création, voir renforcement, d'institutions appropriées (p.e. forums consultatifs, plateforme unique de gestion de l'aide et des finances publiques, etc.)
- Suivis ultérieurs (fréquence à déterminer) des experts internationaux et leur ancrage éventuel durable sur le plan national.

Gestion du Projet

Le projet aura une durée de six mois et sera exécuté par le Ministère de l'Economie et des Finances (MINEFI) avec l'appui du PNUD pour les questions administratives et opérationnelles. Les fonds seront déposés au PNUD et suite à des requêtes du Ministère, les recrutements et paiements seront effectués. Un rapport de fin de projet sera préparé conjointement par le MINEFI et le PNUD et partagé avec les autres partenaires à ce projet.

Les frais de gestion du projet selon les normes du PNUD seront appliqués.

Contexte Juridique

Le présent document de projet constitue l'instrument visé à l'article premier de l'accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement du Cameroun et le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au document d'assistance qu'avec la signature du Représentant Résident du programme des Nations Unies pour le Développement, après obtention de la non-objection formelle des autres signataires du document au sujet des modifications proposées. Il s'agit :

- Des révisions ou compléments apportées aux annexes du document d'assistance
- Des révisions n'ayant pas d'incidence notable sur les objectifs immédiats, les résultats et les activités de l'assistance, mais qui tiennent à l'évolution de la combinaison des apports déjà convenus ou aux augmentations de coûts dues à l'inflation etc.
- Des révisions statutaires dont l'objectif est de refléter les dépenses effectives d'une année à l'autre ou le changement des coûts des services et du matériel dû à l'inflation.



Budget du projet

Apports	Unités	Budget (US\$)
Consultants – honoraires		
1. Préparation, mission de diagnostic (3 experts sur terrain)		\$ 45,000
2. Rapport préliminaire et animation atelier de discussion (4 experts)		25,000
3. Consultations et préparation du plan d'action (4 experts)		50,000
Appui logistique, statistique, secrétariat à Londres		10,000
Frais de voyage, perdiem, traduction et secrétariat au Cameroun		50,000
Réunion et location de salles		10,000
Frais divers		5,000
Frais de gestion		10,000
Total		\$ 205,000

Les apports du gouvernement et des bailleurs de fonds seront mis dans un fonds commun.
La distribution prévue est :

Gouvernement (MINEFI)	US\$ 105,000
PNUD	10,000
Banque Mondiale	27,882
Gouvernement de l'Allemagne (Euro 15,000)	18,173
Gouvernement du Canada (CDA \$30,000)	25,772
Gouvernement de la France (Euro 15,000)	18,173
Total	\$205,000

Annexe 1

Termes de Reference

Diagnostic Indépendant du Partenariat au Développement au Cameroun

Contexte. Début 2006, en proximité du point d'achèvement de l'initiative PPTE, le Cameroun s'approche à un moment important dans sa trajectoire de développement. Cette échéance pourrait modifier profondément le profil de ses besoins d'appuis techniques et financiers, ainsi que des rapports à long terme avec ses principaux partenaires extérieurs.

Cette perspective immédiate se calque sur un historique de relations de partenariat reconnues de part et d'autre comme difficiles. Un symptôme à ce jour en est un sentiment assez répandu, mais difficile à cerner, de frustration. Le partenariat au Cameroun ne s'appuierait toujours pas, selon ces voix, sur une base solide de *confiance*, de *crédibilité* et *cohérence* dans les comportements réciproques. Peser et interpréter utilement de telles perceptions, pour éventuellement pouvoir y porter remède, n'est cependant pas chose facile.

Ces doutes persistent malgré de considérables efforts récents visant à renforcer la coordination de l'aide, la maîtrise des dépenses publiques, et la lutte contre la corruption. Il y a eu notamment la création de structures techniques et politiques de suivi tant des stratégies que des outils de projet, et plusieurs cadrages de politiques macroéconomiques et sectorielles mis en place. L'impact global de cet acquis semblerait cependant ne pas être encore à l' hauteur des attentes des partenaires, tant nationaux que internationaux.

Pendant ce temps, enfin, une impulsion particulière vient d'être donnée sur le plan international à l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement, base indispensable à l'augmentation attendue de son volume à horizon 2010. L'efficacité est recherchée notamment par un meilleur *alignement* de l'aide sur les priorités et institutions nationales, une *harmonisation* croissante des comportements et des procédures entre les partenaires, et une plus grande attention à la *gestion par les résultats*.

Le Cameroun, et tous ses principaux partenaires, ont souscrit de plein gré à la Déclaration de Paris promulguée à cet effet en Mars 2005, et souhaitent pouvoir la mettre en œuvre dans le contexte spécifique du pays. Un premier pas nécessaire dans cette voie serait de se doter d'une meilleure compréhension réciproque des inconvénients de la situation actuelle ainsi que des alternatives possibles.

Objectifs proposés

1. *Affiner l'état des lieux sur l'efficacité de l'aide au Cameroun.* Un point de vue neutre extérieur, opérant de manière consultative et sensible aux nuances locales, pourrait entendre un large éventail de voix sur les attentes et réalisations à ce jour,

et les éventuels facteurs de blocage et d'ouverture. Il devrait notamment suggérer des mesures d'impact, permettant de cibler des résultats attendus à l'avenir. Au début du diagnostic, des séances de discussion séparées mais coordonnées avec les principaux partenaires gouvernementaux et nationaux sont proposées. Ces discussions pourraient être animées par la présentation d'études de cas d'autres pays, tels la Tanzanie et le Mozambique.

2. *Effectuer un diagnostic des principaux leviers possibles d'amélioration*, leurs coûts et incidences éventuelles, et les responsabilités incombant aux divers acteurs de développement : gouvernement, pays donateurs et agences internationales, société civile (administrations locales, secteur privé, ONG à tous niveaux, associations etc.). En particulier, il faut peser les mérites de préserver l'acquis institutionnel contre tout avantage à tirer de mutations éventuelles nécessaires.
3. *Proposer un nouveau cadre de partenariat, et une « feuille de route » permettant de l'atteindre progressivement*, ainsi que des indicateurs de performance appropriés, un calendrier de suivi et une estimation des besoins d'appui pour les phases ultérieures.

Méthodologie

La démarche générale tiendrait compte des expériences de diagnostics de partenariat effectués ailleurs, notamment en Tanzanie et plus récemment, mais de façon partielle, en Mozambique, auxquels des experts de ODI ont contribué. Elles mettent l'accent sur l'importance d'une perspective neutre et franche, laissant suffisamment d'espace pour de multiples itérations parmi et entre les partenaires. Il s'agit plutôt d'aboutir par étapes à un processus de dialogue plus fiable que de découvrir une quelconque « vérité » sous-jacente, et surtout pas à travers une seule, voir deux ou trois interventions ponctuelles.

Deuxièmement, le diagnostic « permanent » se compose de deux composantes, une plus visible au court terme mais une beaucoup plus importante à long terme. Une petite « équipe d'enquête », d'un part de trois ou quatre experts internationaux devraient opérer comme catalyseur. Elle ferait levier sur des « groupes de contact » informels, tout au moins au début, qui refléteraient les perspectives du gouvernement, des partenaires extérieurs et de la société civile Camerounaise. A terme, de tels groupes de contacts pourraient évoluer vers, ou se fondre dans, des structures plus formalisées de dialogue.

Dans une phase ultérieure, il est tout à fait envisageable qu'une institution indépendante camerounaise facilite de tels diagnostics, tandis que l'expertise internationale lui apporte un soutien plus modeste. C'est dans l'attente d'une telle transition que l'ODI est proposé dans un rôle initial de facilitation.

Travaux et calendrier :

Pendant la première moitié de 2006, deux interventions sont proposées avec les résultats attendus suivants;

1. Fin février - début mars : mission d'environ dix jours de l'équipe internationale de diagnostic ; entretiens individuels et de groupe pour recueillir le maximum de témoignages et suggestions ; identification de sources et fiabilité d'indicateurs d'harmonisation et d'alignement. Préparation (avant 15 mars) de rapport succinct indiquant grandes lignes du diagnostic, pistes possibles d'amélioration, et grands inconnus.
2. Avril/Mai 2006 (dès discussion du rapport préliminaire suffisamment entamée) facilitation atelier à haut niveau au Cameroun par équipe internationale (deux jours) suivie par 8 à 10 jours de visites de consultation et dialogue pour établir des principes et mécanismes d'un partenariat futur. Réunion de briefing et concertation finale multipartenaires. Plan d'action proposé sur place en attente de décisions définitives des partenaires.

Composition de l'équipe internationale de diagnostic proposée

L'ensemble des travaux de la première phase serait entrepris par L'Institut de Développement d'Outre-Mer (Overseas Development Institute-ODI) de Londres, qui recruterait chaque expert et en assurerait la coordination sous sa propre responsabilité.

(ODI est un institut de recherche autonome non-gouvernemental à but non-lucratif. Il est particulièrement saisi d'évaluations en matière d'efficacité d'aide au développement. Dans ce domaine, Tony Killick, ancien Directeur et expert associé de l'ODI, est intervenu à plusieurs reprises dans les diagnostics indépendants au Tanzanie et Mozambique ; Andrew Rogerson a été un des principaux rapporteurs pour la préparation du Forum de Paris mentionné ci-dessus; et des missions analogues se déroulent, notamment au Kenya, Rwanda et Yémen, sous financement tant multilatéral (UE, PNUD, Banque Mondiale) que bilatéral. Pour plus amples informations, voir www.odi.org.uk/pppg/cape)

Membres de l'équipe probables (voir CV en annexe) :

1. Andrew Rogerson, britannique, chercheur à l'ODI, ancien directeur de la Banque Mondiale pour l'Afrique Centrale et l'Océan Indien, ancien représentant spécial de la Banque auprès de L'UE. (*Chef de File*)
2. SE Lamine Loum, sénégalais, inspecteur des finances et expert international indépendant, ancien Premier Ministre et Ministre des Finances, actuel membre du Panel à haut niveau pour le projet d'oléoduc Tchad Cameroun.
3. Olivier Lafourcade, français, expert indépendant et conseiller à la direction de l'AFD, ancien directeur de la Banque Mondiale pour L'Afrique et pour le Mexique.
4. Andrew Lawson, britannique, charge de programmes à l'ODI, expert en gestion des finances publiques, ancien conseiller EuropAid, responsable équipe évaluation gestion FP au Mozambique (*suivi au siège ODI et participation à partie de la deuxième mission*)

Handwritten mark or signature

Cadre des Résultats

Ce format sera utilisé pour les rapports trimestriels.

Description	Indicateurs	Cibles						Responsable	Commentaires
		Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6		

CADRE DES RÉSULTATS ET DES RESSOURCES DU PROJET

<p>Effet escompté tel qu'il est énoncé dans le Cadre de résultats du pays : Utilisation efficiente des ressources financières (budget, aide extérieure, PPTÉ) pour la lutte contre la pauvreté.</p>		
<p>Indicateur d'effet tel qu'il est énoncé dans le Cadre des résultats et des ressources du programme, y inclus les activités de base et la cible : Structure de coordination de l'aide opérationnelle</p>		
<p>Ligne de service du CFP : 2.7 – Public Administration reform</p>		
<p>Stratégie de partenariat : La stratégie de partenariat repose sur l'implication des bailleurs de fonds clés bilatéraux et multilatéraux ainsi que la société civile.</p>		
<p>Titre et numéro du projet : Evaluation des Partenariats d'Aide au Cameroun</p>		
Produits prévus	Activités prévues	Apports
<p>1.1 - Partenariat entre le Gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement analysé et plan d'actions approuvé</p>	<p>1.1.1 - Mission d'évaluation (Préparation et mission de terrain)</p>	<p>3 experts internationaux sur terrain : 45,000 Frais de voyage, perdiem : 15,000 Divers (traduction et secrétariat à Londres et au Cameroun) : 5,000</p>
	<p>1.1.2 - Mission pour faciliter le dialogue</p>	<p>4 experts internationaux sur terrain : 25,000 Frais de voyage, perdiem : 17,500 Divers (traduction et secrétariat à Londres et au Cameroun) : 5,000</p>
	<p>1.1.3 - Réunion pour l'élaboration du plan d'actions</p>	<p>4 experts internationaux sur terrain : 30,000 Frais de voyage, perdiem : 20,000 Divers (location salle, traduction et secrétariat au Cameroun) : 32,500 Frais de gestion : 10,000</p>

PAGE DE SIGNATURE

Pays : Cameroun

Effet de l'UNDAF et indicateur: Croissance équitable et développement durable

Effet escompté/Indicateur : Utilisation efficiente des ressources financières (budget, aide extérieure, PPTE) pour la lutte contre la pauvreté/ Structure de coordination de l'aide opérationnelle

Produit escompté/Indicateur: Partenariat entre le Gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement analysé/Plan d'actions approuvé

Partenaire chargé de la mise en œuvre : MINEFI

Autres partenaires :

- Banque Mondiale
- Gouvernement de l'Allemagne
- Gouvernement du Canada
- Gouvernement de la France

Période du programme : Février - juillet 2006
 Composante du programme : Diagnostic et Plan d'actions
 Titre du projet : Evaluation des Partenariats d'Aide au Cameroun
 Numéro du projet : 00049744
 Durée du projet : 6 mois
 Modalité de gestion : NEX

Budget	US\$195.000
Frais de services généraux de gestion	10.000
Budget total	US\$205.000
Ressources allouées :	
• Gouvernement	105.000
• Ressources ordinaires	10.000
• Autres :	
○ Banque Mondiale	27.882
○ GVT Allemagne	18.173
○ GVT Canada	25.772
○ GVT France	18.173
• Apports en nature	-----
Budget non financé	-----

Approuvé par

- MINPLADAT: *Augustin KODOCK*

- MINEFI: *[Signature]*

Approuvé par :

Gouvernement de l'Allemagne : *[Signature]*

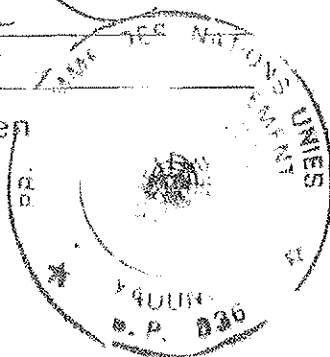
Gouvernement du Canada : *[Signature]*

Gouvernement de la France : *[Signature]*

Banque Mondiale :

PNUD : *[Signature]*

Sophie de Caen
RR



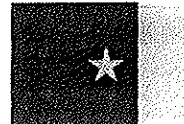
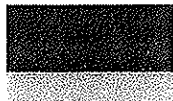
Canadian High Commission
 The Canadian Consulate
 Haut Commissariat du Canada
 P.O. Box 572
 Yaounde, Cameroun

[Signature]
 Jean-François MALLET
 Ambassadeur de France
 au Cameroun

[Handwritten mark]

PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Année : 2006		Dept: Cameroun		Titre Projet : Evaluation des Partenariats d'Aide au Cameroun							
Agence de mise en œuvre : MINEFI		Activités Principales		Chronogramme		Partie Responsable		Proj ID		Budget	
Output Escompté		T1	T2	T3	T4			Fond	Donnateur	Description du Budget	Montant
Partenariat entre le Gouvernement du Cameroun et les partenaires au développement analysé et plan d'actions approuvé	Mission d'évaluation (Préparation et mission de terrain)	x						30000	GVT/Bailleurs	Consultants internationaux	45,000
								30000	GVT/Bailleurs	Frais de voyage + Perdiem	15,000
								04000	PNUD	Divers (Appui logistique, divers, secrétariat Londres, traduction et secrétariat au Cameroun)	5,000
										65,000	
Mission pour faciliter le dialogue		x						30000	GVT/Bailleurs	Consultants internationaux	25,000
								30000	GVT/Bailleurs	Frais de voyage + Perdiem	17,500
								04000	PNUD	Divers (Appui logistique, divers, secrétariat Londres, traduction et secrétariat au Cameroun)	5,000
										47,500	
Réunion pour l'élaboration du plan d'actions		x						30000	GVT/Bailleurs	Consultants internationaux	30,000
								30000	GVT/Bailleurs	Consultants internationaux	20,000
								30000	GVT/Bailleurs	Frais de voyage + Perdiem	17,500
								30000	GVT/Bailleurs	Divers (location de salle)	5,000
								30000	GVT/Bailleurs	Divers	10,000
										10,000	
										92,500	
TOTAL											205,000



Annexe 2
Etat des dépenses de la Phase 1
Années 2006 et 2007

A handwritten signature or mark in the bottom left corner of the page.



Project Budget Balance

Year: 2006

Impl	Fund	Dept	Donor	Account	Budget	Prebnc	Exchmbr	Disbursement	Expenditure	Advance	Balance	URL
Award ID: 00042835 Project ID: 00049744 Project Description: Support of the UNDP Programme of the Government of the Republic of the Congo												
Project ID: 00049744 Project Description: Support of the UNDP Programme of the Government of the Republic of the Congo												
Account ID: 30000 B0310 UNDP												
NEX	04000	B0310	UNDP	71200	International Consultants	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
NEX	04000	B0310	UNDP	71600	Travel	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
NEX	04000	B0310	UNDP	74500	Miscellaneous Expenses	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
NEX	30000	B0310	CAN	71200	International Consultants	10,000.00	0.00	0.00	374.32	0.00	9,625.68	
NEX	30000	B0310	CAN	71600	Travel	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
NEX	30000	B0310	CAN	75100	Facilities & Administration	24,545.00	0.00	0.00	15,355.40	0.00	9,179.60	
NEX	30000	B0310	CAN	71200	International Consultants	1,227.00	0.00	0.00	768.27	0.00	458.73	
NEX	30000	B0310	CAN	75100	Facilities & Administration	100,000.00	0.00	0.00	64,000.00	0.00	36,000.00	
NEX	30000	B0310	CAN	71200	International Consultants	5,000.00	0.00	0.00	3,200.00	0.00	1,800.00	
NEX	30000	B0310	FRA	75100	Facilities & Administration	17,308.00	0.00	0.00	0.00	0.00	17,308.00	
NEX	30000	B0310	FRA	71600	Travel	855.00	0.00	0.00	0.00	0.00	855.00	
NEX	30000	B0310	GER	75100	Facilities & Administration	17,308.00	0.00	0.00	0.00	0.00	17,308.00	
NEX	30000	B0310	GER	71200	International Consultants	855.00	0.00	0.00	0.00	0.00	855.00	
NEX	30000	B0310	IRRD	75100	Facilities & Administration	26,554.00	0.00	0.00	0.00	0.00	26,554.00	
NEX	30000	B0310	IRRD	71200	International Consultants	1,328.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1,328.00	
NEX	30000	B0310	UNDP	72200	International Consultants	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Total Activity ACTIVITY1					205,000.00	0.00	0.00	83,707.99	82,707.99	0.00	121,292.01	40.8
Total Project 00049744					205,000.00	0.00	0.00	83,707.99	83,707.99	0.00	121,292.01	40.8
Total Award 00042835					205,000.00	0.00	0.00	83,707.99	83,707.99	0.00	121,292.01	40.8
Total Year 2006					205,000.00	0.00	0.00	83,707.99	83,707.99	0.00	121,292.01	40.8

End of Report



Project Budget Balance

Year: 2007

Agency Fund Dept Donor Account Budget Preference Encumber Disbursement Expenditure Advance Balance

Award ID: 00042835 Project: Evaluation des Partenariats de Coopération
Project ID: 00042835 Project & Evaluation des Partenariats de Coopération
Activity ID: 00042835 Activity: Mission et Reunions

Activity ID: 00042835 Activity: Mission et Reunions
Activity Type: 8033 Strategic Policy Support Serv
Manager: DP, CARR, Sophie

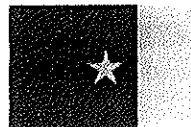
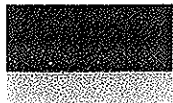
Agency	Fund	Dept	Donor	Account	Budget	Preference	Encumber	Disbursement	Expenditure	Advance	Balance
NEX	04000	B0310	UNDP	71300 Local Consultants	264.89	0.00	0.00	264.89	264.89	0.00	0.00
NEX	04000	B0310	UNDP	71600 Travel	2,632.45	0.00	0.00	2,632.45	2,632.45	0.00	0.00
NEX	04000	B0310	UNDP	74200 Audio Visual/Print Prod Costs	2,803.93	0.00	0.00	2,803.93	2,803.93	0.00	0.00
NEX	04000	B0310	UNDP	74500 Miscellaneous Expenses	4,298.72	0.00	0.00	4,000.00	4,000.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CAN	71300 Local Consultants	4,478.32	0.00	0.00	4,478.32	4,478.32	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CAN	71600 Travel	4,618.35	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CAN	75100 Facilities & Administration	454.83	0.00	0.00	223.52	223.52	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CMR	71200 International Consultants	145,707.28	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CMR	75100 Facilities & Administration	7,288.36	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	FRA	71200 International Consultants	17,307.62	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	FRA	75100 Facilities & Administration	865.38	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	GER	71200 International Consultants	17,307.62	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	GER	75100 Facilities & Administration	865.38	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	IBRD	71200 International Consultants	26,318.31	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	IBRD	75100 Facilities & Administration	1,315.92	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total Activity ACTIVITY1					236,524.27	0.00	0.00	14,403.51	14,403.51	0.00	222,120.76

Agency	Fund	Dept	Donor	Account	Budget	Preference	Encumber	Disbursement	Expenditure	Advance	Balance
NEX	30000	B0310	CMR	71200 International Consultants	3,463.03	0.00	0.00	3,463.03	3,463.03	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CMR	72200 Equipment and Furniture	610.41	0.00	0.00	610.41	610.41	0.00	0.00
NEX	30000	B0310	CMR	75100 Facilities & Administration	203.67	0.00	0.00	203.67	203.67	0.00	0.00
Total Activity ACTIVITY3					4,277.11	0.00	0.00	4,277.11	4,277.11	0.00	0.00

Total Project 00042835	240,801.38	0.00	0.00	18,680.62	18,680.62	0.00	222,120.76
Total Award 00042835	240,801.38	0.00	0.00	18,680.62	18,680.62	0.00	222,120.76

Total Year 2007	240,801.38	0.00	0.00	18,680.62	18,680.62	0.00	222,120.76
------------------------	-------------------	-------------	-------------	------------------	------------------	-------------	-------------------

End of Report



Annexe 3

Budget des activités prévues dans le cadre de la phase II

Années 2008, 2009 et 2010

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'C' or similar character.

**Projet d'Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun -
Etat des contributions**

	Etat des contributions				421,124
	USD	Euro	XAF	USD	Total USD
	152 977,53		98 000 000,00	232 710,56	385 688,09
	-			75 000,00	75 000,00
	27 634,23				27 634,23
	4 849,26				4 849,26
	18 173,00	115 000,00		181 388,01	199 561,01
	18 173,00	-			18 173,00
	221 807,02			489 098,57	

Total des contributions	792 225,59
Fonds à mobiliser pour l'année 2010	81 320,00
Total budget previsionnel	792 225,59

Repartition des nouvelles contributions par bailleurs et par année.

	Nouvelles Contributions				Total USD
	USD	Euro	XAF	USD	
Gouvernement (00000)	152 977,53		98 000 000,00	232 710,56	385 688,09
2008	123 703,00				
	27 981,00			89 153,00	
				11 770,00	
2009				9 630,00	
				9 630,00	
				44 940,00	
2010				12 840,00	
				10 770,00	
				44 940,00	
Total Gouvernement					385 688,09
PNUD (00000)	-			75 000,00	75 000,00
2008				42 000,00	
2009				33 000,00	
2010				-	
Total PNUD					75 000,00
Coopérations décentralisées (00000)	18 173,00	115 000,00		181 388,01	199 561,01
2008	5 350,00			94 330,00	
	7 743,00			18 190,00	
				21 400,00	
2009				8 560,00	
				11 770,00	
				21 400,00	
				10 700,00	
2010				-	

[Handwritten signatures and initials]





Programme des Nations Unies
pour le développement - Cameroun
Année : 2008
Award ID : 00042835

Taux mai 08 USD

421,124

Titre du projet : Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun

ID proj.	Activités clés	Cadre temp.				Part. resp.	Fonds*	Budget prévisionnel		Description	Montant		
		T1	T2	T3	T4			Donateur	FCFA		USD		
00049744	Le rapport du Comité est validé et certaines de ses recommandations mises en œuvre	4. Comité Paritaire: Suivi et mise en œuvre de recommandations											
		Suivi du travail du Comité paritaire											
		X	X			Minepat	30000	00078	72100	Contractual Service	1 899 269	4 510	
	Audit de performance des comités					00112	72100	Contractual Service	132 949	316			
		X	X		Minepat	30000	00112	72100	Contractual Service	7 117 417	16 901		
							00112	75100	GMS	498 219	1 183		
		Total Comité Paritaire: suivi et mise en œuvre de recommandations										9 647 854	22 910
TOTAL activités												9 016 686	21 411
Total GMS												631 168	1 499
												9 647 854	22 910

Notes

- (1) La numérotation des activités correspond à la numérotation dans le système Atlas. Pour cette raison le numéro de l'activité concernant le comité paritaire est 4. Le coût total de cette activité (22 910 USD) sera additionné au coût total des autres activités prévues pour l'année (468 997 USD) dont le détail est à la page suivante.
- (2) La rubrique FONDS indique la répartition des fonds sur la base du type de projet selon la codification du logiciel Atlas, elle n'indique pas la contribution des partenaires au projet.
- (3) Codification donateur au sein d'Atlas:
 - 00012: PNUD
 - 00015: Banque Mondiale ;
 - 00078: Gouvernement canadien ;
 - 00085: Gouvernement du Cameroun ;
 - 00112: Gouvernement français ;
 - 00117: Gouvernement allemand et GTZ



Programme des Nations Unies
pour le développement - Cameroun
Année : 2008
Award ID : 00042835
Titre du projet : Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun

Taux mal 08 USD

421,124

ID profi.	Activités clés	Cadre temp.				Parti. resp.	Fonds	Donateur	Budget prévisionnel	Description	FCFA	Montant USD
		T1	T2	T3	T4							
00061405	Les flux d'APD sont traçables par un SGIA											
1. Mise en place d'un SGIA : Prospection/évaluation des besoins												
	Reunions techniques d'information aux SGIA	X	X			Minepat	30000	00117	72100	Contractual Services	2 105 620	5 000
	Mission de presentation des firmes					Minepat	30000	00117	75100	GMS	147 393	350
								00015	71600	Travel	7 159 108	17 000
								00015	74500	Miscellaneous expense	1 263 372	3 000
								00015	75100	GMS	589 574	1 400
	Evaluation des besoins d'un SGIA et équipement de la cellule de coordination de l'aide.		X					00117	72100	Contractual Services	15 505 786	36 820
								00117	72400	Commun. & Audiovi.	4 211 240	10 000
								00117	72800	Information & Tec. Eq	8 422 480	20 000
								00085	71400	Contractual Services	17 687 208	42 000
								00085	72500	Supplies	421 124	1 000
								00085	72200	Equipment and Furnit	2 105 620	5 000
								00085	72500	Miscellaneous Expens	332 688	790
								00085	75100	GMS	3 408 030	8 093
2. Mise en place d'un SGIA : Achat et mise en œuvre du système												
								00085	72100	Contractual Services	10 958 444	26 022
								00015	75100	GMS	824 829	1 959
								00015	72100	Contractual Services	2 441 774	5 798
								00117	75100	GMS	183 770	436
								00117	72100	Contractual Services	2 928 765	6 950
								00117	75100	GMS	220 294	523
								00117	72100	Contractual Services	70 186 994	166 666
								0085	75100	GMS	37 125 841	88 159
								0085	72100	Contractual Services	2 598 809	6 171
								00117	75100	GMS	35 093 497	83 333
								00117	72400	Commun. & Audiovi.	2 105 620	5 000
								00117	73100	Maintenance of Prem	842 248	2 000
								00117	73300	Mainten. of Info Tech	421 124	1 000
								00117	73400	Maintenance of other	421 124	1 000
								00117	72500	Supplies	2 526 744	6 000
								00117	72500	Miscellaneous Expens	842 248	2 000
								00117	75100	GMS	501 138	1 190
								00085	74200	Audio Visual & Printin	2 947 868	7 000
								00085	72500	Supplies	1 263 372	3 000
								00085	72500	Miscellaneous Expens	421 124	1 000
								00085	75100	GMS	324 265	770
3. Mise en place d'un SGIA : renforcement de capacités en coordination de l'aide/évaluation												
								00012	71200	International consultat	17 687 208	42 000
								00117	63400	Learning costs	8 422 480	20 000
								00117	75100	GMS	589 574	1 400
								Total prospection/évaluation des besoins		26 699 262	63 400	
								Total achat/mise en œuvre du système		107 447 443	255 144	
La capacité de gouvernement à coordonner l'APD est renforcée.												
									Minepat	30000		
TOTAL activités												
											185 661 727	440 872
											11 844 221	28 125
											197 505 948	469 000



Programme des Nations Unies
pour le développement - Cameroun
Année : 2009
Award ID : 00042835

Taux mai 08 USD

421,124

Titre du projet : Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun

ID proj.	Produit	Activités clés	Cadre temp.				Part. resp.	Fonds		Description	Montant		
			T1	T2	T3	T4		Donateur	Budget prévisionnel		FCFA	USD	
00061405	Les flux d'APD sont tracés par un SGIA	Coûts annuels de fonctionnement de la cellule de coordination de l'aide	X	X	X	X	Minepat	30000	00117	72400	Commun. & Audio	2 105 620	5 000
			2. Mise en place d'un SGIA: fonctionnement de la cellule de coordination de l'aide	73100	Maintenance of Pr	842 248				2 000			
				73300	Mainten. of Info T	421 124				1 000			
				75100	GMS	235 829				560			
			3. Mise en place d'un SGIA: renforcement des capacités / évaluation	73400	Maintenance of o	421 124				1 000			
				72500	Supplies	2 526 744				6 000			
				72500	Miscellaneous Exp	842 248				2 000			
			Mise à jour/maintenance du système SGIA	75100	GMS	265 308				630			
				74200	Audio Visual & Pr	2 947 868				7 000			
				72500	Supplies	1 263 372				3 000			
			Total fonctionnement de la structurel	72500	Miscellaneous Exp	421 124				1 000			
				75100	GMS	324 265				770			
						12 616 875				29 960			
					04000	00012				71200	International Con	13 897 092	33 000
						00085				71200	International Con	3 790 116	9 000
				75100	GMS	265 308	630						
				63400	Learning costs	8 422 480	20 000						
				75100	GMS	589 574	1 400						
				71400	Contractual Servi	17 687 208	42 000						
				75100	GMS	1 238 105	2 940						
				71200	International Con	4 211 240	10 000						
				75100	GMS	294 787	700						
				Total renforcement des capacités/évaluation		50 395 909	119 670						
				TOTAL activités		59 799 608	142 000						
				Total GMS		3 213 176	7 630						
				TOTAL		63 012 784	149 630						



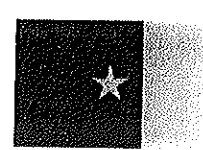
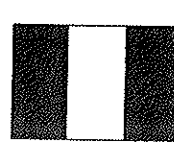
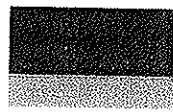
Programme des Nations Unies
pour le développement - Cameroun
Année : 2010
Award ID : 00042835

Taux mai 08 USD

421,124

Titre du projet : Evaluation des partenariats d'aide au Cameroun

ID proj.	Produit escompté	Activités clés	Cadre temp.				Part. resp.	Budget prévisionnel		Description	Montant			
			T1	T2	T3	T4		Fonds	Donateur		FCFA	USD		
00061405	Les flux d'APD sont tracables par un SGIA	Coûts annuels de fonctionnement de la cellule de coordination de l'aide	X	X	X	X	Minepat	30000	00085	73100	Maintenance of P	842 248	2 000	
											72500	Supplies	2 105 620	5 000
											72500	Miscellaneous EXP	2 105 620	5 000
											75100	GMS	353 744	840
											73300	Mainten. of Info T	421 124	1 000
											73400	Maintenance of o	421 124	1 000
											72400	Commun & Audie	842 248	2 000
											75100	GMS	117 915	280
											74200	Audio Visual & Pr	2 947 868	7 000
											72500	Supplies	842 248	2 000
				72500	Miscellaneous EXP	421 124	1 000							
				75100	GMS	294 787	700							
Total fonctionnement de la structure											9 913 259	23 540		
3. Mise en place d'un SGIA : renforcement des capacités / évaluation														
	66 340	La capacité du gouvernement à coordonner l'APD est renforcée.	X	X	X	X	Minepat	30000	00085	64100	Staff mangmt co	17 687 208	42 000	
											72100	International Con	17 687 208	42 000
											63400	Learning costs	8 422 480	20 000
						75100	GMS	1 827 678	4 340					
	10 700	Evaluation finale					Minepat	30000	00085	75100	GMS	1 238 105	2 940	
									A mobiliser	71200	International Con	4 211 240	10 000	
									A mobiliser	75100	GMS	294 787	700	
Total renforcement des capacités/évaluation											18 925 313	44 940		
TOTAL activités											24 711 556	58 680		
Total GMS											4 127 015	9 800		
Total 2010											28 838 570	68 480		

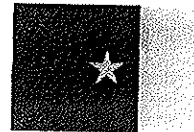
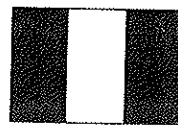
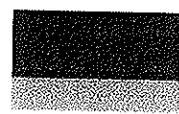


Annexe 4

Compte rendu de la réunion du Comité de pilotage du projet.

8 janvier 2008





MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DE LA COOPERATION
ECONOMIQUE ET TECHNIQUE

REUNION DE PILOTAGE DU PROJET D'EVALUATION DES PARTENARIATS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (MINEPAT - 08 janvier 2008)

COMPTE-RENDU

Dans le cadre des activités conjointes entre le Gouvernement et les Partenaires au développement pour l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement, il s'est tenu le 08 janvier 2008 au Cabinet du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, une réunion relative au pilotage du "Projet d'Evaluation des Partenariats d'Aide au Cameroun".

Le Projet d'Evaluation des Partenariats d'Aide au Cameroun a été mis en place en 2005 dans le souci d'améliorer le dialogue entre le Cameroun et les Partenaires au développement, notamment dans la perspective de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, pour une meilleure efficacité de l'aide au développement dans le contexte post point d'achèvement de l'Initiative PPTe.

La réunion qui s'est tenue sous la présidence de Monsieur YAOUNA ABDOULAYE, Ministre Délégué au MINEPAT, a regroupé plusieurs représentants de l'Administration et la Représentante Résidente du PNUD, Présidente du Comité Multi Bailleurs (CMB) qu'accompagnaient les partenaires au développement, membres du CMB et co - financiers dudit Projet. Trois points étaient inscrits à l'ordre du jour de la réunion :

1. Rapport d'activités 2007 et propositions d'action 2008 ;
2. Présentation du Rapport du Comité Paritaire d'Evaluation des Partenariats d'Aide au Développement ;
3. Discussions et conclusions.

I- Rapport d'activités 2007 et propositions d'action 2008

Ce point a été présenté par la Représentante Résidente du PNUD, organisme ayant en charge de l'exécution du Projet. Il ressort de sa présentation que les activités programmées d'évaluation des partenariats d'aide ont été réalisées dans l'ensemble.

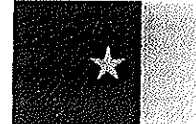
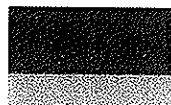
En effet, commis en décembre 2005 dans le cadre de la Mission Indépendante de Suivi, à l'effet de réaliser le diagnostic des partenariats d'aide au Cameroun post point d'achèvement, le Cabinet Overseas Development Institut (ODI) a produit son rapport sur ce diagnostic, lequel envisage également les perspectives d'amélioration des partenariats d'aide au Cameroun post point d'achèvement.

Le Comité Paritaire d'Evaluation des Partenariats d'Aide au Développement créé en décembre 2006 par Arrêté du Premier Ministre, avec pour mission d'exploiter le rapport ODI, et d'élaborer sur la base des conclusions de ce rapport, les propositions pour un nouveau cadre de partenariat d'aide au Cameroun, a également produit son rapport qu'il a soumis au Premier Ministre.

A ce jour, un reliquat de 221 970 dollars US reste à utiliser sur le compte du Projet.

Les diagnostics ayant été effectués, il est à présent question d'aller de l'avant dans la concrétisation d'un nouveau partenariat d'aide plus efficace. Les préoccupations dans ce sens portent sur :

- le plan d'action pour l'opérationnalisation des conclusions et recommandations du Comité Paritaire.
- Les prochaines étapes du Projet d'Evaluation des Partenariats d'Aide, en considération du reliquat des ressources financières dans le compte du Projet, et des propositions de financement supplémentaire de certains partenaires, et compte tenu par ailleurs des orientations opérationnelles relatives à la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Comité Paritaire.



A cet effet, et sur la base de la prorogation du Projet (dont le terme initial prévu en 2006, a déjà connu une première prorogation en 2007), les propositions d'action pour l'année 2008 se présentent comme suit :

- Réunion de validation des recommandations du rapport du Comité Paritaire
 - Mise en œuvre de certaines recommandations du Comité Paritaire :
 - Réaliser un audit de performance de l'ensemble des comités en charge des questions de partenariat ;
 - Mettre en place une base de données de gestion de l'Aide Publique au Développement.
- Sur ce sujet et pour apprécier concrètement ce qui est envisagé, les participants ont eu droit à une présentation de la synthèse de "l'Atelier régional sur les outils pour la coordination et la gestion de l'aide" auquel le Cameroun a pris part, en juillet 2007 à Cotonou. Le concept de Système de Gestion de l'Information de l'Aide (SGIA) a été expliqué, et la présentation d'un cas précis (celui appliqué en Egypte) a permis de l'illustrer pratiquement.
- Mettre sur pied une structure tripartite de suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport du Comité Paritaire.

II- Présentation du Rapport du Comité Paritaire d'Evaluation des Partenariats d'Aide au Développement

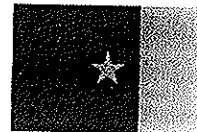
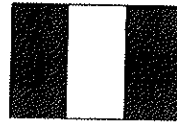
Le Professeur TOUNA MAMA, Conseiller Spécial du Premier Ministre et Président du Comité Paritaire a présenté les principales conclusions du rapport de ce Comité, qui tiennent lieu pour l'heure de support de base pour l'élaboration d'un nouveau cadre de partenariat.

A partir du bilan critique du partenariat qui a permis de dégager les principales difficultés à l'éclosion d'un partenariat efficace aux niveaux politique, financier et socioéconomique, les travaux du Comité Paritaire ont abouti à la formulation d'un ensemble de recommandations axées sur quatre principaux points :

- 1) L'élaboration d'une vision stratégique de développement sensée clarifier en même temps la vision stratégique du partenariat et permettre de corriger les défaillances qui ont jusqu'ici significativement altéré la portée de l'Aide ;
- 2) L'établissement d'un nouveau dispositif institutionnel du partenariat sur l'hypothèse de la focalisation du futur Document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSCRCP) au centre du partenariat.

A côté de la réorganisation des comités sectoriels et thématiques actuels, deux instances tripartites de gestion concertée du partenariat seraient alors créées :

- Un Haut Comité Consultatif pour le Développement (HCCD), Instance politique placée sous la présidence du Premier Ministre, à vocation consultative chargée d'organiser le partenariat autour du futur DSCRCP et réunissant les Ministres concernés, les membres désignés de la société civile, les Ambassadeurs et les représentants des Organisations multilatérales ;
 - Un Comité Exécutif pour le Développement (CED), Instance tripartite d'appui au HCCD, appelée à moyen terme à se muer en structure autonome spécialement dédiée au suivi technique des questions de partenariat (une sorte d'agence camerounaise de coopération). Le CED serait placé sous l'autorité d'un haut responsable des Services du Premier Ministre et réunirait les Secrétaires Généraux des ministères concernés par le DSCRCP, les chefs de services de coopération bi et multilatéraux, les représentants de la société civile.
- 3) L'amélioration de la gestion des finances publiques, de la gestion de l'aide et de la gouvernance à travers :
 - l'opérationnalisation de la Plateforme de dialogue sur les finances publiques, et la mise en place d'un instrument d'évaluation de cette Plateforme ;
 - la mise en place d'une base de données de gestion de l'aide ;
 - l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action adapté aux enjeux de la lutte contre la corruption.



4) La redynamisation de la communication entre l'Etat et les Partenaires, ainsi qu'avec l'ensemble des groupes cibles, acteurs du développement. Il s'agira notamment :

- d'inscrire dans l'agenda de la Conférence des Ambassadeurs un point sur la recherche des voies et moyens de redynamisation de la communication au sein des missions diplomatiques et consulaires ;
- d'ancrer la stratégie de communication autour des indicateurs « universels » tels que le *Doing Business*, l'indice de perception de la corruption de *Transparency International*, les indicateurs de progrès de la Déclaration de Paris, etc..

III- Discussions et conclusions

Le rapport d'activités 2007 du Projet d'Evaluation des Partenariats au Cameroun a été validé tant dans le bilan que dans les propositions d'action.

Toutefois, la question de la validation officielle du rapport du Comité Paritaire a été posée comme préalable à toute initiative de mise en œuvre des propositions qui y sont formulées. Etant donné que ce document représente aujourd'hui le support essentiel sur la base duquel peut être envisagé le nouveau cadre de partenariat, il est urgent et capital qu'il ait une valeur probante à travers cette validation officielle. Aussi, a-t-il été recommandé au MINEPAT de saisir les Services du Premier Ministre à cet effet.

Relevant de la compétence du Premier Ministre, le processus de validation de ce rapport intégrerait une phase préalable d'appréciation dudit rapport par l'ensemble des intervenants intéressés tant du côté de l'Administration que du côté des Partenaires, puis la restitution en plénière et la validation officielle sous la forme à la convenance de la Haute hiérarchie.

En attendant l'aboutissement de ce processus, quelques observations ont été faites sur le fond quant aux propositions d'action de 2008.

Sur le projet de base de données, l'intérêt du Gouvernement a été réaffirmé par rapport à la mise en place effective de cet outil qui permettrait à l'Administration de disposer et de maîtriser plus exhaustivement et plus efficacement les données des flux d'aide au niveau national. Le processus de mise en place qui avait déjà été enclenché mérite d'être poursuivi. Le consensus a prévalu sur l'utilisation des fonds restants dans le compte du Projet d'Evaluation des Partenariats, aux fins de mise en route de cette initiative. Les partenaires au développement (Allemagne, Union Européenne, PNUD) sont disposés à y apporter des fonds supplémentaires.

Sur le dispositif institutionnel proposé dans le rapport du Comité Paritaire pour le nouveau cadre de partenariat, la préoccupation a été soulevée quant à la clarification de la place de l'Administration en charge de la coopération, étant donné que les structures envisagées relèvent toutes de la haute hiérarchie.

Dans la perspective de la mise en œuvre des propositions du Comité Paritaire, il a été recommandé que les activités y relatives soient menées en cohérence avec la révision en cours du DSRP. Il a été également souligné la nécessité d'une feuille de route précise avec responsabilités et chronogrammes clairement élaborés.

Au total, et au terme des échanges, deux principales résolutions se dégagent :

- La validation du rapport d'activités 2007 et l'approbation des propositions d'action pour l'année 2008 ;
- La saisie par le MINEPAT des Services du Premier Ministre pour l'initiation du processus en vue de la validation officielle du rapport du Comité Paritaire d'Evaluation des Partenariats de développement, préalable à toute action concrète.